
LA LITTÉRATURE GRISE SUÉDOISE

Une mine de renseignements pour le chercheur en sciences sociales

Marie-Pierre RICHARD

Fonctionnaire territoriale chargée de mission, Docteure en science politique

▪ Pour qui fait une recherche sur une thématique suédoise dans les sciences sociales la littérature grise est non seulement incontournable, mais essentielle. La Suède est en effet une terre d'élection de la littérature grise compte tenu du volume que celle-ci occupe, de sa qualité et de sa fiabilité ainsi que des conditions d'accès aisées qu'elle offre. Une des caractéristiques de la littérature grise suédoise est l'abondance des documents émis par les institutions politiques, administratives et sociales, nationales et locales, qui ont fait de la transparence un véritable dogme dans un pays où le citoyen dispose de droits étendus à l'information et détient d'importants pouvoirs de contrôle de la qualité du service public.

▪ Voor wie onderzoek uitvoert over Zweden in het domein van de sociale wetenschappen is grijze literatuur niet alleen onvermijdelijk, maar ook erg belangrijk. Zweden is namelijk een land waar grijze literatuur een bijzondere plaats inneemt, door haar volume, kwaliteit en betrouwbaarheid, met bovendien vlotte toegangsvoorwaarden. Eén van de bepalende eigenschappen van de Zweedse grijze literatuur is de grote hoeveelheid documenten afkomstig van politieke, administratieve en sociale instellingen van nationaal of lokaal niveau, die van transparantie een echte doctrine gemaakt hebben, in een land waar de burger beschikt over een veelomvattend recht tot informatie en een aanzienlijke macht heeft om de kwaliteit van overheidsdiensten te controleren.

L'expression "littérature grise" "renvoie à une vaste nébuleuse de genres et de formats de documents [...] qui ne sont pas publiés à grande échelle [...] et intègrent un processus de diffusion restreint"¹. Comme la couleur grise représente dans la symbolique occidentale ce qui est terne et triste, on comprend que le qualificatif "grise" appliqué à ces publications non commerciales évoque des textes de présentation généralement peu attractive, bien que certains² estiment que le gris se réfère uniquement au mode de diffusion.

Apparue en 1979, la définition de la littérature grise a évolué depuis lors. Dans les années 1980/90, âge d'or des stencils et de la machine à écrire à traitement de texte, l'expression désignait des documents manuscrits, dactylographiés ou imprimés réalisés à l'intention d'un public restreint en dehors des circuits commerciaux de l'édition et de la diffusion, en marge des dispositifs de contrôle bibliographiques³. L'irruption de l'ordinateur et l'omniprésence du web ont entraîné un élargissement de la définition. D'après la définition dite de Prague "La littérature grise correspond à tout type de document produit par le gouvernement, l'administration, l'enseignement et la recherche, le commerce et l'industrie, en format papier ou numérique, protégé par les droits de propriété intellectuelle, de qualité suffisante pour être collecté et conservé par une bibliothèque ou une archive institutionnelle, et qui n'est pas contrôlé par l'édition commerciale"⁴.

Une telle définition ne permet pas de déterminer précisément le contenu de la littérature grise :

rapports, thèses, actes de conférences, manuscrits non publiés, notes techniques, bulletins d'information, pré-prints, travaux divers et communiqués en font partie mais des chercheurs se demandent si les blogs ou les courriels relèvent de la littérature grise. Dans un souci de clarté, nous suivons ici la position de Joachim Schöpfel⁵ pour qui les composants de la littérature grise sont de nature documentaire et exigent "une paternité et un caractère d'œuvre de l'esprit", c'est-à-dire qu'ils soient dotés d'une qualité justifiant que des bibliothèques, des archives institutionnelles ou des professionnels les utilisent et les mettent à disposition des personnes intéressées. Selon cette définition, la plupart des blogs dont la paternité n'est pas nette, ne seront pas considérés comme de la littérature grise ; les courriels non plus, sauf exception, puisqu'ils ne présentent généralement pas la qualité requise pour entrer dans cette catégorie documentaire.

La Suède est une terre d'élection de la littérature grise dans la plupart des domaines scientifiques, y compris en sciences politiques et en sociologie. Après avoir expliqué les raisons de l'abondance, nous présenterons les sources de données incontournables pour un chercheur en sciences sociales.

La culture du document mis à disposition du public

En Suède, la littérature grise concerne la plus grande partie des documents publics ; or la notion de document public y est très vaste, ce qui dilate puissamment la littérature grise. Par exemple, le site du Parlement⁶, le Riksdag, indique que la plupart des documents qui constituent la base des décisions parlementaires, les projets de lois, motions et rapports, sont publics ; de façon générale, tout ce qui touche à l'administration du Parlement est soumis à publicité, y compris par conséquent, les factures de déplacement et voyages (puisqu'elles sont remboursées par l'administration). Seuls, échappent à l'enregistrement les correspondances postales et courriers des membres n'ayant pas de rapport avec les activités du Riksdag tels que les échanges entre un député et son parti ; en revanche, la lettre d'un électeur à un représentant concernant la position que celui-ci prend sur un projet est enregistrée. Au total, les enregistrements concernant cette littérature grise sont nombreux et le site précise que les archives papier couvrent 1500 mètres de rayonnage, sans compter les photos ou les enregistrements audio et vidéo.

Le dogme de la transparence

Ce qui est valable pour le Parlement l'est pour tout le secteur public, lequel est directement concerné par le principe de transparence⁷ ou "Offentlighetsprincipen", affirmé en partie en Suède dès 1766 et inscrit dans la Constitution. En vertu de ce principe, sont publics tous les textes, images, informations stockées de n'importe quelle façon y compris sur ordinateur, reçus ou élaborés par une autorité publique. Sont exclus de la publicité uniquement les documents qui pourraient mettre en danger certains rapports internationaux, la sécurité nationale, la protection des individus et la préservation des espèces animales et végétales.

Un grand nombre de pays déclarent accepter le principe de la transparence [Birkinshaw, 2010] mais peu d'entre eux le mettent en pratique avec autant de rigueur et de précision que les pays nordiques en général et la Suède en particulier, ce que soulignent les exigences suédoises face à l'Union européenne⁸. Lorsque la Suède et la Finlande ont adhéré à l'Union en 1995, elles se sont opposées à la tradition d'opacité défendue par la majorité des pays, notamment par le Royaume-Uni, qui associaient transparence et incapacité à agir. Lors des négociations préparatoires au Traité d'Amsterdam signé le 2 octobre 1997, la

Suède, forte de ses deux siècles de législation et de son expertise sur le sujet, a montré une grande opiniâtreté pour faire inscrire une déclaration sur la transparence. Pendant sa présidence, de janvier à juin 2001, le règlement 1049/2001 donne aux citoyens européens⁹ le droit d'accéder à la plus grande partie des documents du Parlement européen, du Conseil de l'UE et de la Commission européenne.

Néanmoins, l'accord est loin d'être parfait entre les Suédois et l'Union européenne sur la thématique de la transparence et en mars 2014, un article du journal national *Dagens Nyheter* pointait des reculades¹⁰ : les clauses de confidentialité des documents se multiplient, les expéditeurs d'informations ne sont plus systématiquement protégés, le secret pour affaires internationales est élargi et les institutions européennes mettent trop souvent leur veto à la publicité, y compris pour des documents touchant le domaine sensible de la fiscalité et de l'exil fiscal. Les journalistes s'inquiètent particulièrement de la remise en cause du binôme expéditeur/destinataire ; la tradition suédoise veut en effet que celui qui reçoit un document décide s'il peut être rendu public ou s'il doit être tenu secret conformément à la loi, mais les réglementations de l'Union européenne écornent ce principe en autorisant certains expéditeurs à exiger le secret et en couvrant des entorses au principe du secret des sources. Comme la Suède est tenue d'appliquer les règlements européens, c'est son propre système de transparence qui est victime d'abandons successifs et, en conséquence, de restrictions de libertés pour la littérature grise.

En dépit de cette évolution dénoncée par des chercheurs et par la presse, l'accès aux documents publics reste en Suède l'un des plus ouverts au monde.

Accès facile à la littérature grise des documents publics

L'association des éditeurs de journaux¹¹ relate qu'un journaliste suédois ayant demandé à consulter le courrier du Président de la Commission européenne à Bruxelles s'est attiré des regards désapprobateurs et des répliques peu amènes. Ce qui indigné à Bruxelles est pourtant une pratique habituelle à Stockholm, Malmö ou dans n'importe quelle commune suédoise. La loi relative à la transparence et au secret 2009 :400¹² détaille en effet par le menu tout ce qu'un demandeur (qu'il soit citoyen suédois ou non, journaliste ou pas) peut obtenir comme informations dans un service public, tous les documents, y compris sur les ordinateurs des personnels qu'il peut consulter sur place ; elle énumère égale-

ment les cas, restreints et circonscrits, dans lesquels la publicité est refusée.

Tout est mis en œuvre pour que l'accès aux documents publics soit aisé, même en dehors de la version électronique quand elle existe : le demandeur n'a pas besoin de décliner son identité ni d'expliquer pourquoi il veut consulter des documents¹³ ; dans la plupart des cas, il lit facilement la langue administrative et judiciaire qui est légalement tenue d'éviter le jargon¹⁴ et, s'il le souhaite, il emporte des copies moyennant paiement.

La littérature grise du Parlement et des ministères

Pour le chercheur en science politique, le premier bloc de littérature grise suédoise indispensable est constitué par les nombreux rapports publiés par le Riksdag et les ministères.

Les rapports publics d'État, *Statens Offentliga Utredningar* (SOU)

Ce sont des rapports et enquêtes publics d'État¹⁵ constitués par des commissions mises en place par le gouvernement et les collectivités territoriales avant l'élaboration des lois. Le nombre d'études publiées annuellement dans ce cadre est impressionnant : 100 en 2009, 107 en 2010, 86 en 2011, 95 en 2012, 87 en 2013¹⁶ et fournit une abondante littérature grise, d'autant plus intéressante pour le chercheur qu'elle intègre des commentaires de citoyens qui peuvent être pris en compte pour l'élaboration du projet de loi. La version papier de ces études est consultable à la bibliothèque du Riksdag ou peut être achetée mais la version électronique est la plus accessible pour la plupart des chercheurs. Le travail sur cette littérature grise exige cependant de connaître le suédois puisque ces rapports ne sont pas traduits en anglais et que leur version électronique est refusée, compte tenu de la taille, par les traducteurs automatiques, très approximatifs au demeurant.

Ces rapports/enquêtes se révèlent d'une exceptionnelle richesse, ce qui s'explique par la manière dont ils sont initiés et menés dans le cadre de la prise de décision politique. À la différence de certains rapports gouvernementaux français rédigés par un ou deux fonctionnaire(s) isolé(s) et sans publicité systématique, ces enquêtes publiques d'État commandées par le gouvernement suédois en vue de l'élaboration d'une loi rassemblent au minimum une quinzaine d'experts ou parties concernées. Le Conseil d'État, qui est l'équivalent d'un ministère en Suède, passe

commande auprès d'une commission parlementaire ; celle-ci charge des élus de tous bords et des chercheurs indépendants en sciences sociales de constituer librement leurs équipes et d'organiser le déroulement de l'enquête. Les travaux conduits pendant des mois, voire des années, par ce groupe de réflexion, produisent des articles, commentaires et analyses, généralement de niveau universitaire et qui sont immédiatement mis en publicité.

Par exemple, en mai 2010, une commande avait été faite par le Secrétaire d'État Peter Norman pour rédiger une loi visant à renforcer la démocratie locale. Une quinzaine de personnes, dont trois universitaires renommés, ont contribué aux travaux : Jörgen Hettne, directeur de recherche à l'Institut suédois pour les Études européennes, spécialiste de droit européen, Vilhelm Persson, juriste à l'Université de Lund et Stig Montin, professeur de science politique à l'Université de Göteborg, spécialiste des collectivités locales. Après deux années de recherche, le 7 mai 2012, la proposition de loi contenue dans le rapport SOU 2012 :30 *Vital kommunal demokrati* a été rendue publique¹⁷. En 627 pages, 14 chapitres, (11 Mo en version électronique) cette proposition minutieusement argumentée présente des perspectives historiques, des comparaisons internationales, des analyses statistiques et d'innombrables références en recherches juridiques et académiques qui en font un ouvrage incontournable pour l'étude de la démocratie locale.

Les rapports des ministères *Departementsserien*

Ce sont des enquêtes faites par les ministères¹⁸, une quarantaine pour l'année 2014, et qui concernent les ministères des Finances (par exemple : réduction du travail non déclaré dans l'industrie de la construction), de l'Emploi (simplification dans le cadre de la politique du marché du travail), de l'Industrie (un espace ferroviaire européen), des Affaires rurales (propositions pour l'aide agricole), de la Défense (renforcer la défense en période incertaine), de la Justice (nouvelle organisation de la police), de l'Environnement (6^{ème} Communication nationale sur le changement climatique) et de la Santé et des Affaires sociales (effets économiques de l'allongement de la vie professionnelle).

Ces rapports établis par des experts, dont certains dépassent la centaine de pages, s'appuient sur des données juridiques et techniques qui témoignent de leur précision et de leur rigueur ; une grande partie d'entre eux ne sont pas traduits.

Les directives des comités, *Kommittédirektiv*

Ces directives concernent¹⁹ la création ou la prolongation de commissions d'enquêtes initiées par le gouvernement. Par exemple, la directive 2014 :155 du 18/12/2014 du ministère suédois de la Justice²⁰ crée une commission d'enquête de six mois chargée d'analyser les règlements en vigueur pour combattre le terrorisme à la lumière du chapitre VII de la Charte des Nations unies et de la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité de l'ONU. Sont détaillées toutes les obligations nationales et internationales afférentes à la lutte contre le terrorisme et les enquêteurs ont pour mission d'étudier si la législation suédoise nécessite une refonte. Le travail d'étude et de proposition est d'autant plus délicat qu'il doit être en adéquation avec les dispositions de la Constitution suédoise et de la Convention européenne sur les droits à la liberté de mouvement, à la liberté de parole et d'information, et que le respect des libertés fondamentales est impératif. La commission devra être particulièrement attentive au problème des voyages dans certains pays supposés préparer des actes terroristes ; comme la loi suédoise en vigueur ne prévoit aucune sanction pénale pour cette catégorie de voyageurs, les enquêteurs auront en charge l'analyse de toutes les possibilités de modification.

Dans l'ensemble, ces directives constituent pour le chercheur une bonne mise au point de l'état des lieux d'une situation donnée dépendant d'un ministère ainsi que des projets de transformation envisagés. Il n'existe pas de traduction officielle de ces directives ; leur lecture et leur exploitation nécessitent la connaissance de la langue suédoise.

Les rapports d'audit, *Riksrevisionens granskningsrapporter*

Riksrevisionen est une institution parlementaire, un organisme dont l'indépendance est inscrite dans la Constitution²¹ ; constituant l'un des piliers du pouvoir de contrôle du Parlement sur l'État, il est chargé de réaliser les audits en y incluant les aspects financiers : dirigé par trois vérificateurs élus par le Parlement, intégrant plusieurs dizaines de spécialistes et d'experts pour chaque audit, il vérifie que les ressources de l'État sont utilisées de façon correcte et efficace et que l'argent des contribuables est bien affecté à ce qui a été prévu par le Parlement et le gouvernement. Volumineux et détaillés, identifiant minutieusement les objectifs, les limites, les méthodes mises en œuvre, les acteurs évalués et les ouvrages universitaires de référence, les rapports d'audit fournissent des informations inédites, souvent très techniques, sur des domaines

variés : en 2014 par exemple, la politique économique du gouvernement, la gestion de la coopération internationale, le système public de retraites, la défense nationale, les appels devant la Cour administrative, les foyers pour personnes âgées dans deux villes, ou encore, les effets des modifications apportées au régime de chômage partiel, ont fait l'objet de rapports volumineux.

À ces audits s'ajoutent les rapports du Riksdag, *Rapporter från riksdagen*²², réalisés par des comités, dirigés par des politiques qui font appel à des spécialistes scientifiques et à des acteurs de terrain, dans un objectif d'évaluation des décisions adoptées par le Parlement. Comme pour les autres composants de la littérature grise gouvernementale que nous avons vus, les coordonnées des auteurs, des intervenants et des enquêtés sont précisées, les références d'ouvrages et de rapports sont indiqués en notes de bas de page et les arguments sont explicites. Ainsi le rapport 2014/2015 RFR1 sur l'évaluation des dispositions prises contre l'eutrophisation²³ après la décision du Parlement en mars 2014 de parvenir à *zéro eutrophisation*, explique en plus de 60 pages la composition du groupe de suivi, les organismes partenaires, y compris les organismes internationaux, les techniques appliquées pour évaluer la teneur en azote et en phosphore, les causes de l'eutrophisation par secteur géographique, les mesures prises par le gouvernement et par les collectivités locales, par les groupements d'agriculteurs, les résultats obtenus et les projets en lien avec le développement rural et le développement industriel. Le tout très facilement accessible sur le web pour qui maîtrise la langue suédoise.

La littérature grise des collectivités locales

Les mêmes facilités d'accès aux documents publics caractérisent les rapports établis par la plupart des collectivités locales. Communes, landsting et régions ont quasiment tous un site web qui détaille l'application de la transparence et du libre-accès aux documents. Ainsi, la commune de Katrineholm (au sud de Stockholm)²⁴ précise qu'une lettre, un mail, un rapport de décision, un protocole, un fax, une photo, un enregistrement audio, une vidéo, une base de données, etc., peuvent constituer des documents publics consultables par tous les demandeurs²⁵. Le site précise qu'il ne suffit pas que l'expéditeur d'un message écrive "confidentiel" pour qu'il soit traité comme tel ; encore faut-il que la municipalité estime qu'il réponde effectivement aux cas prévus par la loi sur le secret. Il est bien précisé

que si l'expéditeur envoie une lettre concernant les affaires municipales au domicile privé d'un fonctionnaire, celui-ci est tenu d'enregistrer ce courrier et d'en assurer la publicité. Tous les documents publics sont archivés par la collectivité locale qui les met à disposition des demandeurs le plus rapidement possible, c'est-à-dire immédiatement après la demande, sauf si une partie du document doit être évaluée au regard de la confidentialité.

Les län, l'équivalent de l'échelon déconcentré au niveau départemental, les collectivités territoriales telles que les communes, les landsting (comtés) et les régions appliquent à peu près les mêmes critères avec certaines spécificités liées à leur activité principale. Ainsi, compte tenu que les comtés ont en charge les hôpitaux, la plus grande partie des soins et les transports en commun régionaux, le län et le landsting du Norrbotten (landsting du nord de la Suède)²⁶ précise d'emblée sur son site web que les dossiers des patients sont confidentiels et qu'en matière de passation de marchés et des appels d'offres, le secret des documents de négociation est la règle jusqu'au moment où l'affaire est conclue.

Comme la plus grande partie des documents des collectivités territoriales répond aux critères de publicité, la littérature grise des 290 communes, 20 landsting et 4 régions constitue une masse énorme de documents de haute qualité. Par exemple, la municipalité de Valdemarsvik (commune située au sud de la Suède, sur la mer Baltique) publie les résultats d'une enquête sur la citoyenneté, réalisée avec l'Agence des statistiques au printemps 2014 et faisant intervenir 600 interviewés²⁷. Le rapport en deux parties de 35 et 88 pages forme une analyse très documentée, avec tableaux et diagrammes, sur la pratique de la citoyenneté locale, sur les représentations qu'ont les citoyens de leur commune et sur leur sentiment d'appartenance à leur environnement.

Face à la montagne de littérature grise mise à disposition par les collectivités territoriales, il peut être plus efficace, pour le chercheur, de travailler sur un ensemble présentant des analyses plus générales et une réflexion plus synthétique. C'est précisément une des activités de l'Association des collectivités territoriales, *Sveriges Kommuner och Landsting*, SKL²⁸. Cette association originale regroupe²⁹ sans but lucratif, toutes les collectivités territoriales suédoises ; grâce aux cotisations des membres et à des services marchands qu'elle leur rend pour leur gouvernance, elle dispose de moyens importants pour mener des enquêtes et des études ; une petite partie de ses publications entre dans la production commerciale et ne fait donc pas partie de la littérature grise *stricto sensu*, mais

presque toutes ses recherches publiées sur papier et sur le web relèvent bien des caractères de la littérature grise tels que définis par Joachim Schöpfel : œuvres de l'esprit hors circuits commerciaux dotés d'une qualité justifiant que des bibliothèques, des archives institutionnelles ou des professionnels les utilisent et les mettent à disposition du public³⁰.

Au début du mois de janvier 2015 étaient disponibles, entre autres, en accès gratuit, un rapport de 311 pages rédigé par 44 chercheurs et spécialistes sur l'état de la santé et des soins, *Öppna jämförelser: hälso- och sjukvård 2014*³¹ et un rapport de 52 pages avec de nombreuses références universitaires sur les activités des collectivités territoriales, *Ren fakta - om kommuner, landsting och regioner*³². Ces rapports de haute qualité scientifique ne sont pas traduits en anglais.

D'autres sources de littérature grise

À côté des rapports du Parlement et des ministères et ceux des collectivités locales qui fournissent une abondante littérature grise, des organisations publiques comme des agences ou des comités divers ainsi que des universités produisent également des publications en accès libre et qui sont généralement archivées.

Ainsi, Socialstyrelsen est un conseil national³³ pour la protection de la santé et du bien-être qui publie des rapports dont quelques-uns sont commercialisés mais dont une grande partie est en accès gratuit sur le web. Par exemple en 2014, un rapport³⁴ sur les personnes ayant juridiquement changé de sexe³⁵, un rapport sur le soutien aux interventions ciblées dans le domaine de la santé mentale³⁶, un dossier sur la maladie rare du syndrome d'Alagille³⁷, etc.

Un autre service public fournisseur d'une importante littérature grise est le Statistiska centralbyrån, SCB³⁸, l'Agence des statistiques, qui emploie plus de 1300 personnes sans compter les quelque 200 enquêteurs sur le terrain. Remontant au XVIII^e siècle, les statistiques suédoises sont parmi les plus anciennes du monde et, comme la numérisation des statistiques officielles est terminée pour le XIX^e siècle et bien avancée pour le XX^e³⁹, on dispose sur internet d'un énorme gisement de littérature grise. Les entrées de documentation se comptent par milliers⁴⁰ et la seule entrée *Anmälda brott* (crimes signalés)⁴¹ recouvre 46 dossiers, subdivisés en des centaines de planches et sous-dossiers. L'entrée *Grönytor i och omkring tätorter* (Les

espaces verts à l'intérieur et autour des zones urbaines)⁴² ouvre une quinzaine de rubriques qui mènent à des centaines de sous-titres, de représentations cartographiques, d'études régionales et d'archives, sans parler des statistiques connexes.

En effet, ces statistiques qui concernent toutes les sphères des activités humaines, qu'elles soient économiques, scientifiques, techniques, politiques, sociales, culturelles, artistiques ou autres, ne se contentent pas de présenter des tableaux de chiffres mais fournissent des commentaires, des comparaisons, des cartes, des croquis, des représentations graphiques évolutives et des références d'ouvrages, si bien qu'aucun chercheur, en quelque discipline que ce soit, ne peut ignorer cette littérature grise, d'autant plus que la traduction anglaise est assez généralisée, la traduction française informatisée restant partielle et de fiabilité variable.

Les universités ("*universitet*") et les écoles supérieures ("*högskola*") suédoises sont majoritairement des administrations publiques, financées à 80% environ par l'État et les collectivités territoriales et elles constituent de très importants producteurs et commanditaires de littérature grise. En fonction des règlements *lärarundantaget* sur la propriété intellectuelle⁴³, les enseignants-chercheurs sont toujours propriétaires des travaux issus de leurs recherches⁴⁴ quel que soit le lieu où ils ont été réalisés, l'employeur, qu'il soit public ou privé, ne pouvant pas les exploiter⁴⁵. Le chercheur doit donc trouver un financement mais ces dispositions n'entravent pas vraiment la publication puisque les universités s'arrangent fréquemment, par le biais de leurs filiales d'édition, pour diffuser les ouvrages et articles. Néanmoins, des voix s'élèvent pour demander une modernisation du système, notamment pour les travaux techniques débouchant sur des productions concrètes qui souffrent de retards de mise sur le marché par rapport aux pays où les recherches innovantes sont rapidement valorisées par l'employeur⁴⁶; et des professeurs de toutes disciplines se plaignent⁴⁷ de distraire trop de temps de leurs travaux pour se mettre en quête de financement⁴⁸.

Avec 48 établissements d'enseignement supérieur (31 publics, 17 privés) dont 27 sont habilités à délivrer des doctorats, 450 000 étudiants (y compris les étudiants/salariés)⁴⁹ près de 5000 personnes ayant le titre de professeur, 7800 maîtres de conférence, 3000 assistants de recherche, 5500 enseignants sans thèse, 3000 chercheurs avec doctorat et 4000 sans doctorat⁵⁰, la production de littérature grise universitaire est pléthorique; le site Uppsatser.se⁵¹ spé-

cialisé dans les mémoires et les thèses répertoriait 167 017 ouvrages en janvier 2015.

Un de ces mémoires réalisé au Blekinge Institute of Technology (le Blekinge est un comté du sud de la Suède) étudie la littérature grise dans les revues de critique⁵². Bien que cette thématique ne concerne pas directement le chercheur en science politique ou en sociologie, il est intéressant de remarquer que les auteurs estiment que la littérature grise représente près de 10% des sources, que les universités, les organisations internationales et les centres de recherche sont les plus importants producteurs de littérature grise et que ce type de documentation est en progression. Les archéologues et historiens s'intéressent aussi à la littérature grise et en décembre 2014, lors de la Conférence internationale sur la littérature grise tenue à Washington DC⁵³, des universitaires suédois du centre de recherche ARKDIS ont étudié les moyens de numérisation permettant de développer la littérature grise dans certaines sciences humaines.

La caverne d'Ali Baba ?

Avec l'essor des technologies de numérisation, de classification et d'archivage, on peut estimer que la littérature grise va poursuivre son développement dans la plupart des pays. Pour la Suède, comme pour le Danemark, la Norvège et la Finlande, ce développement est évidemment favorisé par la culture civique de la transparence et de l'évaluation permanente entraînant une énorme production de rapports, comptes-rendus, d'enquêtes, d'avis, etc. accessibles à tous; on atteint maintenant les centaines de milliers de références et la littérature grise s'entretient d'elle-même, la preuve étant que les références du présent article appartiennent à 95% à cette catégorie documentaire.

Néanmoins, la véritable caverne d'Ali Baba que constitue pour le chercheur la littérature grise suédoise exige de celui-ci une démarche critique rigoureuse afin d'éviter les interprétations hâtives, les contresens et les aberrations. Ainsi un chercheur qui enquête sur la corruption en Suède trouve de nombreuses références sur le sujet. Par exemple, parmi les publications entre 2012 et 2014, un entraînement en ligne destiné aux élus et aux personnels des collectivités territoriales pour repérer et endiguer la corruption locale et nationale⁵⁴; un ouvrage de 168 pages avec une inquiétante page de garde digne d'un film d'épouvante sur la corruption dans l'administration⁵⁵, une dénonciation en règle de "l'esprit de Göteborg", c'est-à-dire de corruption locale intense⁵⁶ ainsi qu'un catalogue de 23 recommandations faites aux communes et aux

landsting pour obtenir un fonctionnement transparent et non corrompu⁵⁷.

Au vu des rapports sur la corruption dans les services publics, le chercheur déduit que ces derniers sont gangrénés et fonctionnent médiocrement. Celui qui connaît la pratique suédoise de multiplier les collectes d'avis, les audits, les évaluations et les propositions de remédiation, réussit à faire la part des choses et à nuancer son analyse. Il va plus loin dans son questionnement et prend en compte que, globalement, les citoyens accordent de la confiance aux services publics⁵⁸, davantage d'ailleurs aux fonctionnaires qu'aux élus, notamment aux services de police et de fiscalité ; ce qui est une preuve que la corruption envahit moins l'administration que certaines études pourraient le laisser penser.

Même nécessité d'esprit critique en ce qui concerne le secteur de la santé où les rapports s'accumulent et pointent le moindre dysfonctionnement⁵⁹ que relaie fréquemment la presse commerciale sur un ton alarmiste⁶⁰. Là encore, le chercheur doit relativiser et comparer toutes les sources, commerciales et de littérature grise, pour contourner le catastrophisme sur la santé mentale des jeunes Suédois⁶¹ ou la peur des contaminations liées à l'arrivée d'immigrés⁶².

La caverne d'Ali Baba exige donc des précautions associées à des techniques de tri et de sélection de la part de celui qui veut exploiter ses richesses. Dans le débat qui oppose les culturalistes et les néo-institutionnalistes, on peut affirmer que le principe de transparence est une véritable institution qui a imprégné les normes culturelles en Suède et plus largement en Scandinavie. Le principe de transparence, matérialisé ici par la production d'une vaste littérature grise fait partie des institutions politiques, administratives et sociales qui ont créé et maintiennent en Suède une qualité élevée du service public ; c'est ce que Bo Rothstein appelle "The quality of Government"⁶³ qui associe les citoyens aux décisions et justifie l'abondance de littérature grise.

En conclusion, la littérature grise foisonne en Suède où la transparence, devenue véritable dogme, génère une énorme production de données dans le contexte d'un pays qui enquête minutieusement sur son administration et évalue systématiquement l'évolution de celle-ci. Les recherches sont facilitées grâce aux qualités et au sérieux d'un grand nombre de sites informatiques et grâce aux services d'archives largement ouverts au public. Les archives nationales⁶⁴, rattachées au ministère de la Culture, gèrent les archives du gouvernement, des administrations locales, des différentes autorités civiles et militaires ainsi que les archives d'organisations privées ; elles publient chaque année un rapport sur leurs activités, leur fonctionnement, leurs projets, notamment pour tout ce qui concerne la numérisation, et contribuent ainsi à augmenter la littérature grise. Les archives provinciales⁶⁵ gèrent tous les registres, y compris les registres paroissiaux, de l'Église luthérienne (dont le rôle officiel s'est terminé en 2000 et qui avait en charge l'état-civil et les données démographiques), les dépôts des services judiciaires, les archives de la police, les archives des établissements éducatifs, des associations, des entreprises ainsi que des archives familiales et individuelles. En outre, chaque commune, län, landsting, région, a son propre service d'archives avec accès au public, si bien que la littérature grise des archives mériterait un article à elle seule.

Marie-Pierre Richard

Université de Lille 2

Centre d'Études et de Recherches

Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS)

1, Place Déliot

59024 Lille

France

mp_richard@hotmail.com

Mars 2015

Notes

- ¹ Ilardi-Franquet, Kevin. *La valorisation de la littérature grise et l'avènement des archives ouvertes*. Diplôme de Master 1 d'ingénierie économique, 2014 (consulté le 22 décembre 2014), non paginé. <<http://kevinilardi.wordpress.com/2014/07/31/98/>>
- ² Mackenzie Owen, J. "Expanding the horizon of grey literature". *Third International Conference on Grey Literature*, Luxembourg, 13-14 novembre 1997, Pre-print, Amsterdam Grey Net, 1998 (consulté le 28 décembre 2014). 5 p. <<http://hdl.handle.net/10068/697967>>
- ³ Comberousse, Martine. La littérature grise. *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 5, septembre 1993.

- 4 Schöpffel, Joachim. Vers une nouvelle définition de la littérature grise, *Cahiers de la documentation* [en ligne], vol. 66, n° 3, septembre 2012, p. 14-24, <http://www.abd-bvd.be/cah/papers/2012-3_Schopfel.pdf>
- 5 *Ibid.*
- 6 Sveriges Riksdag. *Allmänna handlingar och arkiv* [en ligne]. <<http://www.riksdagen.se/sv/Sa-funkar-riksdagen/Forvaltningen/Allmanna-handlingar-och-arkiv>> (consulté le 10 février 2015).
- 7 Regeringskansliet. *Offentlighetsprincipen - rätten till insyn* [en ligne]. <<http://www.regeringen.se/sb/d/504/a/3029>> (consulté le 10 février 2015).
- 8 Surdoire, Émilie. *Quelle influence pour la Suède sur la législation européenne ?* [en ligne], Mémoire, Université de Lyon, Université Lumière Lyon 2, IEP de Lyon, 2011 (consulté le 3 décembre 2014), p. 35. <http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2011/surdoire_e/pdf/surdoire_e.pdf>
- 9 Règlement N° 1049/2001 du Parlement européen du Conseil du 31 mai 2001. *Journal officiel des Communautés européennes* [en ligne], L145/43, 31 mai 2001 (consulté le 10 février 2015). <http://www.europarl.europa.eu/RegData/PDF/r1049_fr.pdf>
- 10 Funcke, Nils. "Offentlighetsprincipen är på väg att vittra sönder". *DN.se* [en ligne], 10 mars 2014 (consulté le 10 février 2015). <<http://www.dn.se/debatt/offentlighetsprincipen-ar-pa-vag-att-vittra-sonder/>>
- 11 Offentlighetsprincipen. *Tidningsutgivarna* [en ligne], 11 novembre 2014 (consulté le 10 février 2015). <<http://www.tu.se/juridik-a-etik/tryck-och-yttrandefrihet/inspirationsartiklar/739-offentlighetsprincipen>>
- 12 Sveriges Riksdag. *Offentlighets- och sekretesslag 2009:400* [en ligne]. <http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Lagar/Svenskforfattningssamling/Offentlighets-och-sekretessla_sfs-2009-400/> (consulté le 21 décembre 2014).
- 13 Sveriges Riksdag. *Vad är allmänna handlingar ?* [en ligne]. <<http://www.riksdagen.se/sv/Sa-funkar-riksdagen/Forvaltningen/Allmanna-handlingar-och-arkiv/Vad-ar-allmanna-handlingar/>> (consulté le 19 janvier 2015).
- 14 Institutet för språk och folkminnen rappelle que plusieurs dispositions réglementaires font l'obligation d'utiliser une langue suédoise soignée, simple et compréhensible dans les documents publics. Institutet för språk och folkminnen. Språkpolitik [en ligne]. <<http://www.sprakochfolkminnen.se/sprakpolitik>> (consulté le 19 janvier 2015).
- 15 Statens Offentliga Utredningar [en ligne]. <<http://www.sou.gov.se/>> (consulté le 19 janvier 2015).
- 16 Regeringskansliet. *Statens offentliga utredningar och kommittéer* [en ligne]. <<http://www.regeringen.se/sb/d/2461>> (consulté le 8 février 2015).
- 17 Regeringskansliet. *Vital kommunal demokrati* [en ligne]. <<http://www.regeringen.se/sb/d/15680/a/192411>> (consulté le 24 janvier 2015).
- 18 Sveriges Riksdag. *Departementsserien* [en ligne]. <<http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Utredningar/Departementsserien/?p=1>> (consulté le 24 janvier 2015).
- 19 Sveriges Riksdag. *Kommittédirektiv* [en ligne]. <<http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Utredningar/Kommittedirektiv/>> (consulté le 24 janvier 2015).
- 20 Sveriges Riksdag. *Genomförande av vissa straffrättsliga åtaganden för att förhindra och bekämpa terrorism* [en ligne]. <http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Utredningar/Kommittedirektiv/Genomforande-av-vissa-straffra_H2B1155/> (consulté le 1^{er} février 2015).
- 21 Sveriges Riksdag. *Riksrevisionens granskningsrapporter* [en ligne]. <<http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Utredningar/Riksrevisionens-granskningsrapporter/>> (consulté le 21 janvier 2015).
- 22 Sveriges Riksdag. *Rapporter från riksdagen* [en ligne]. <<https://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Utredningar/Rapporter-fran-riksdagen/>> (consulté le 28 décembre 2014).

- 23 Sveriges Riksdag. 2014/15:RFR1 Stöd till lokala åtgärder mot övergödning - En uppföljning. <<http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Utdredningar/Rapporter-fran-riksdagen/>> (consulté le 2 février 2015).
- 24 Katrineholms Kommun. *Offentlighetsprincipen* [en ligne]. <<http://www.katrineholm.se/Om-kommunen/Offentlighetsprincipen/>> (consulté le 2 février 2015).
- 25 En revanche, un projet de lettre n'est pas un document public; la lettre le devient au moment où elle est close et envoyée.
- 26 Norrbottens Läns Landsting. *Om offentlighetsprincipen* [en ligne]. <<http://www.nll.se/sv/Demokrati-och-insyn/Diariet/Om-offentlighetsprincipen/>> (consulté le 2 février 2015).
- 27 Valdemarsviks kommun. *Medborgarundersökning* [en ligne]. <<http://www.valdemarsvik.se/sv/Publik/Om-kommunen/Medborgarundersokning/>> (consulté le 21 janvier 2015).
- 28 Sveriges Kommuner och Landsting [en ligne]. <<http://www.skl.se/>> (consulté le 21 janvier 2015).
- 29 Hayen, Mats. *Ett sekel i självstyrelsens tjänst: Sveriges kommuner och landsting 100 år*. SKL, 2008.
- 30 Cf. Note 4.
- 31 Öppna jämförelser: hälso- och sjukvård 2014 [en ligne]. <<http://webbutik.skl.se/sv/artiklar/oppna-jamforelser-halso-och-sjukvard-2014-del-1.html>> (consulté le 21 janvier 2015).
Le rapport est formé de deux livres : le volume 1 traite 186 indicateurs généraux de santé avec comparaison landsting par landsting ; le volume 2 étudie des indicateurs classés par maladie et par traitement.
- 32 Ren fakta - om kommuner, landsting och regioner [en ligne]. <<http://webbutik.skl.se/sv/artiklar/ren-fakta-om-kommuner-landsting-och-regioner.html>> (consulté le 2 février 2015).
- 33 Socialstyrelsen [en ligne]. <<http://www.socialstyrelsen.se/>> (consulté le 2 février 2015).
- 34 Socialstyrelsen. *Publikationer 2014* [en ligne]. <<http://www.socialstyrelsen.se/publikationer2014>> (consulté le 2 février 2015).
- 35 Socialstyrelsen. *Administrativa problem för personer som bytt juridiskt* [en ligne]. <<http://www.socialstyrelsen.se/publikationer2014/2014-12-32>> (consulté le 10 janvier 2015).
- 36 Socialstyrelsen. *2014 års överenskommelse inom området psykisk ohälsa - bedömningskriterier och anvisningar för grundkrav och prestationsmål* [en ligne]. <<http://www.socialstyrelsen.se/publikationer2014/2014arsoverenskommelseinomomradetpsykiskohalsabedomningskriterierochanvisningarforgrundkravochprestationsmal>> (consulté le 26 décembre 2014).
- 37 Socialstyrelsen. *Alagilles syndrom - Folder* [en ligne]. <<http://www.socialstyrelsen.se/publikationer2013/2013-11-15>> (consulté le 26 décembre 2014).
- 38 Statistiska centrabyrån. <<http://www.scb.se/>> (consulté le 26 décembre 2014).
- 39 Statistiska centrabyrån. *Historisk statistik* [en ligne]. <<http://www.scb.se/historisk-statistik/>> (consulté le 26 décembre 2014).
- 40 Statistiska centrabyrån [en ligne]. <http://www.scb.se/sv_/Dokumentation/> (consulté le 26 décembre 2014).
- 41 Statistiska centrabyrån. *Anmälda brott* [en ligne]. <http://www.scb.se/sv_/Hitta-statistik/Statistik-efter-amne/Rattsvasende/Brott/Anmalda-brott/> (consulté le 26 décembre 2014).
- 42 Statistiska centrabyrån. *Grönytor i och omkring tätorter* [en ligne]., <http://www.scb.se/sv_/Hitta-statistik/Statistik-efter-amne/Miljo/Markanvandning/Gronytor-i-och-omkring-tatorter/#_> (consulté le 16 janvier 2015).
- 43 *Läroantaget* est l'exception des enseignants : ce sont les seuls salariés qui restent propriétaires de leurs travaux, même produits dans les locaux de l'employeur.
- 44 Sveriges Riksdag. *Lag (1960:729) om upphovsrätt till litterära och konstnärliga verk* [en ligne]. <<https://student.slu.se/Documents/studentwebben/Regler-och-rattigheter/Rattigheter-och-skyldigheter/1-utgangspunkter-o-definitioner.pdf>> (consulté le 16 janvier 2015).

- 45 Ambassade de France en Suède. *Fiche Suède* [en ligne], p. 14.
<http://rencontres.campusfrance.org/images/SUEDE_22.102014.pdf> (consulté le 16 janvier 2015).
- 46 Skrota lärarundantaget. *NyTeknik* [en ligne], 26 décembre 2013 (consulté le 16 janvier 2015).
<<http://www.nyteknik.se/asikter/debatt/article3794242.ece>>
- 47 Melin, Göran ; Fridholm, Tobias ; Ärenman, Emma. *Erfarenheter av lärosättesfusioner i Sverige och Danmark* [en ligne]. Technopolis Group, 2013 (consulté le 28 janvier 2015). 46 p. <http://www.technopolis-group.com/wp-content/uploads/2014/04/KMW1774SELarosatesfusioner_i_Sverige-och-Danmark-130816.pdf>
- 48 Les problèmes de financement sont résolus pour les professeurs-chercheurs travaillant au sein de groupes qui répondent à des commandes d'universités, comme Technopolis Group.
- 49 Universitetskanslersämbetet, UKÅ, Autorité de l'enseignement supérieur créée en 2013.
Statistik, analys och uppföljning [en ligne].
<<http://www.uka.se/statistikuppfoljning/statistikanalysochuppfoljning.4.782a298813a88dd0dad800013916.html>> (consulté le 16 janvier 2015).
- 50 Tous statuts confondus, 28 000 enseignants et chercheurs travaillent dans les universités et les écoles supérieures
Universitetskanslersämbetet. *Årsrapport 2013* [en ligne], p. 72.
<<http://www.uk-ambetet.se/download/18.1c251de913ecec40e78000854/Arsrapport-2013.pdf>> (consulté le 16 janvier 2015).
- 51 Uppsatser.se [en ligne]. <<http://www.uppsatser.se/uppsats/eb2af821cb/>> (consulté le 16 janvier 2015).
- 52 Yasin, Affan ; Hasnain, Muhammad Ljilal. *On the Quality of Grey Literature and its use in Information synthesis during systematic Literature Review* [en ligne]. Master Thesis Presentation, Blekinge Institute of Technology, 2012 (consulté le 2 février 2015), 65 p.
<http://www.academia.edu/3734002/On_the_Quality_of_Grey_Literature_and_its_use_in_Information_Synthesis_during_Systematic_Literature_Reviews>
- 53 ARKDIS, Archaeological Information in the Digital Society, Arkdis est un projet regroupant les universitaires d'Uppsala, de Göteborg, Lund et Linnéuniversitetet. <<http://arkdis-project.blogspot.fr/>> (consulté le 16 janvier 2015).
- 54 Sveriges Kommuner och Landsting. *E-utbildning för att motverka korruption* [en ligne].
<<http://skl.se/tjanster/kurserochkonferenser/onlinekurser/onlinekurser/eutbildningforattmotverkakorruption.2492.html>> (consulté le 21 janvier 2015).
- 55 Skinnari, Johanna; Ekdahl, Emma; Korsell, Lars. *Korruption i Myndighetssverige*, Brottsförebyggande rådet : *Rapport 2014:4* [en ligne]. Brå, 2014 (consulté le 10 février 2015), 168 p. ISBN 978-91-87335-15-0.
<http://bra.se/download/18.35c681d4143337cb6b210c6/1390233687613/2014_4_Korruption_i_myndighetssverige.pdf>
- 56 Gustavsson, Sofie. *När alla andra gör det, vem när då makten att stå emot ?* [en ligne]. Lunds Universitet, 2014 (consulté le 15 janvier 2015), 47 p. <<http://lup.lub.lu.se/student-papers/record/.../4586900.pdf>>
- 57 Karlsson, Karin. *Korruption i kommun och landsting* [en ligne]. Transparency International Sverige, Rapport n° 2/2012 (consulté le 6 février 2015), 40 p. <<http://www.transparency-se.org/TI-Sverige-Korruption-i-kommuner-och-landsting-web.pdf>>
- 58 Gustavsson, Yvonne ; Johansson, Suzanne. *Den offentliga sektorns utveckling 2012* [en ligne]. Statskontoret, 2012 (consulté le 3 février 2015), 60 p, p. 51.
<http://www.statskontoret.se/globalassets/publikationer/2013/offentliga_sektorns_utveckling_2012.pdf>
- 59 Uppstaser présente un catalogue de 1701 essais ayant l'expression "Sverige hälsa" dans le titre,
<<http://www.uppsatser.se/om/halsoproblem+i+sverige/?startrecord=31>> (consulté le 21 janvier 2015).
- 60 Patienter dör när landstingen spar [Les patients meurent alors que les landsting font des économies]. *Aftonbladet* [en ligne], 22 avril 2014 (consulté le 21 janvier 2015).
<<http://www.aftonbladet.se/ledare/ledarkronika/evafranchell/article18754503.ab>>
- 61 Beckman, Linda; Hagquist, Curt. *Hur mår barn och ungdomar i Sverige?* [en ligne]. Karlstads Universitet, 2010 (consulté le 12 janvier 2015). <<http://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:293058/FULLTEXT03.pdf>>
- 62 Mladenovic, Danica. *Hälsa och integration - en kartläggning av hälsotillståndet bland nyanlända och asylsökande* [en ligne]. Lansstyrelsen Hallands Län, 2012 (consulté le 27 décembre 2014), 26 p.

<http://www.lansstyrelsen.se/halland/SiteCollectionDocuments/Sv/publikationer/Rapporter/2012/2012_20.pdf>

⁶³ Rothstein, Bo. *The Quality of Government*. University of Chicago Press, 2011.

⁶⁴ Riksarkivet [en ligne]. <<http://riksarkivet.se/>> (consulté le 21 janvier 2015).

⁶⁵ Riksarkivet [en ligne]. <<https://riksarkivet.se/om-oss>> (consulté le 21 janvier 2015).

Références bibliographiques

Birkinshaw, Patrick. *Freedom of Information, The Law, the Practise and the Ideal*. Cambridge University Press, 2010.

Comberousse, Martine. La littérature grise. *Bulletin des bibliothèques de France*, n°5, septembre 1993.

Ilardi-Franquet, Kevin. *La valorisation de la littérature grise et l'avènement des archives ouvertes*. Diplôme de Master 1 d'ingénierie économique, 2014 (consulté le 22 décembre 2014), non paginé.
<<http://kevinilardi.wordpress.com/2014/07/31/98/>>

Gustavsson, Sofie. *När alla andra gör det, vem nar då makten att stå emot ?* [en ligne]. Lunds Universitet, 2014 (consulté le 15 janvier 2015), 47 p. <<http://lup.lub.lu.se/student-papers/record/.../4586900.pdf>>

Gustavsson, Yvonne ; Johansson, Suzanne. *Den offentliga sektorns utveckling 2012* [en ligne]. Statskontoret, 2012 (consulté le 3 février 2015), 60 p.
<http://www.statskontoret.se/globalassets/publikationer/2013/offentliga_sektorns_utveckling_2012.pdf>

Karlsson, Karin. *Korruption i kommun och landsting* [en ligne]. Transparency International Sverige, Rapport n° 2/2012 (consulté le 6 février 2015), 40 p. <<http://www.transparency-se.org/TI-Sverige-Korruption-i-kommuner-och-landsting-web.pdf>>

Mackenzie Owen, J. "Expanding the horizon of grey literature". *Third International Conference on Grey Literature*, Luxembourg, 13-14 novembre 1997, Pre-print, Amsterdam Grey Net, 1998 (consulté le 28 décembre 2014). 5 p.
<<http://hdl.handle.net/10068/697967>>

Rothstein, Bo. *The Quality of Government*. University of Chicago Press, 2011.

Schöpfel, Joachim. Vers une nouvelle définition de la littérature grise, *Cahiers de la documentation* [en ligne], vol. 66, n° 3, septembre 2012, p. 14-24, <http://www.abd-bvd.be/cah/papers/2012-3_Schopfel.pdf>

Yasin, Affan; Hasnain, Muhammad Ljilal. *On the Quality of Grey Literature and its use in Information synthesis during systematic Literature Review* [en ligne]. Master Thesis Presentation, Blekinge Institute of Technology, 2012 (consulté le 2 février 2015), 65 p.
<http://www.academia.edu/3734002/On_the_Quality_of_Grey_Literature_and_its_use_in_Information_Synthesis_during_Systematic_Literature_Reviews>